

Politisation et dépolitisation : Les mots ne sont pas magiques

Guillermo Kozlowski

Dans des régimes plus autoritaires, le problème se pose autrement, mais là où le consensus, la concertation, la participation, l'écoute... sont omniprésents, bref là où l'on privilégie la parole, tout peut être dit, proposé, critiqué, débattu... mais il semblerait aussi, en fin de compte, que tout prenne une forme néolibérale. On peut multiplier les exemples, au-delà de la simple nostalgie et de la sensation discutable que « c'était mieux avant... » ; il semblerait de plus en plus souvent, et de plus en plus rapidement, que des pratiques, des propositions en tout genre, soient renversées, se retournent facilement pour devenir des outils du pouvoir.

Souvent on analyse si une pratique, un mot, un lieu, est toujours à notre goût, on regarde qui s'en sert ou qui le revendique. On proteste ou conteste tel ou tel usage qui a dévoyé l'intention initiale, mais peu de gens analysent le *recupérer*. On regarde l'avant et l'après, mais très peu le processus en lui-même. Récupérer devient une manière savante de dire « voler », mais auprès de qui dénoncer un tel « vol » ? Il y a peut-être une autre manière de regarder, non pas une condamnation morale vouée à l'impuissance, et basée sur la supposée propriété privée d'un concept ou d'une pratique, mais la manière dont des situations sont politisées ou dépolitisées.

1 Détourner un concept

Prenons un exemple qui peut dépayser un peu : Marx et Engels ont pris le concept de lutte de classes aux économistes bourgeois et, ceux-ci, l'avaient pris auparavant aux historiens de la noblesse. Dans cet exemple la teneur du concept est changée, il prend une toute autre puissance, parce qu'il est associé non pas à une description de la société, mais à un fonctionnement : les classes constituent un mode de production spécifique.

Inversement, lorsqu'il y quelques années le travail social a adopté le concept de « public cible », une approche venue du marketing, il a pris aussi la logique dans laquelle s'insère le concept. Mais si le concept peut garder son sens, c'est que la logique du travail social était déjà largement compatible avec celle du marketing. La communication, entendue dans un sens étroit comme un échange d'informations, avait pris une place centrale. Le mode d'évaluation en termes de « sorties positives », est très proche du mode d'évaluation du marketing. La manière de concevoir les sujets auxquels on s'adresse comme des catégories socio-économiques, est aussi compatible avec les catégories du marketing (du moins avec celles que le marketing utilisait à l'époque). Bref, le concept passe ici avec un contenu semblable, accentue une certaine logique, est fonctionnel avec le travail social version *État social actif*, parce que le paysage est le même.

Les concepts sont liés à un contexte, un environnement, à des pratiques. Le sens n'est pas fixé par une définition, mais est produit par la manière de fonctionner dans un certain contexte. Or, dans toutes les *instances de dialogue* il est particulièrement courant de s'accorder sur un mot, de le définir, mais de laisser de côté les problématiques. C'est souvent présenté comme une question d'efficacité, on définit les mots, mais le travail critique (au sens profond de la critique) c'est-à-dire définir les conditions de possibilité d'une problématique, est laissé de côté.

Le devenir du concept qui sert d'arrière fond à toutes les concertations, celui de *transversalité*, illustre très bien le problème. Dans les années 1980 on parle de transversalité dans toutes sortes de domaines, l'idée est de décloisonner, sortir d'une pensée qui se spécialise trop, qui s'enferme dans des catégories douteuses. Il s'agit alors de sortir d'un cloisonnement souvent imposé par des questions administratives : des chercheurs de différents départements universitaires qui s'ignorent, alors que leurs domaines de travail se recoupent, par exemple.

Mais peu à peu, transversalité signifie que tout le monde doit se placer sous le pouvoir des gestionnaires, ou plutôt des procédures d'évaluation, considérées comme l'unique critère d'efficacité. Non pas comprendre un peu le langage, le travail des autres, mais parler tous une même langue. Transversalité renvoie maintenant à des évaluations standardisées, à une communication formatée, à des problématiques uniformisées. Désormais tout est aussi cloisonné, chaque spécialiste muré dans son domaine de compétence, mais en plus tout le monde doit parler le langage universel et transparent de la gestion. Ceci semble toujours fort raisonnable, du simple bon sens, simplement, sous le prétexte d'être plus efficace, on impose un langage dans lequel il n'y a pas de problèmes mais des dysfonctionnements.

Lorsque le « citoyen participatif » doit expliquer ce qu'il sait de son quartier dans le langage politico-urbanistique, et qu'ensuite ceci doit être normalisé pour être budgétisé... après tous ces filtres il ne reste, au mieux, que le signalement d'un dysfonctionnement : manque de sécurité, par exemple. Parler de manque de sécurité c'est déjà une réponse, tout a été dépolitisé.

Chacun peut pointer des dysfonctionnements, on est même encouragé sans cesse à le faire, cela permet d'affiner la communication. Dans cet environnement, il est simplement impossible de politiser une situation, parce que le désaccord même n'est pas pensable au-delà d'un simple malentendu. Lorsque ces dysfonctionnements deviennent des questions, qu'ils sont posés dans leur contexte, liés à des expériences singulières, qui par ailleurs ne se recoupent pas nécessairement, l'ambiance change.

2 Inverser le sens d'une pratique

A. Avant /Après

On ne peut comprendre les choses au niveau des mots, même s'ils peuvent servir comme indicateurs. Il y a quelques années on a essayé d'intégrer le mot « allochtone », par exemple, il correspond à une manière de concevoir la politique comme une application de normes naturelles, assaisonnée avec un peu de *bon sens*... Un outil intéressant pour le pouvoir parce qu'il permettait d'allier la légitimité de « l'expert » et le « on sait bien... ». Cette alliance est presque systématique, il y a des experts même dans les émissions de télé-réalité les plus bas de gamme, et des enquêtes plus ou moins participatives dans les études les plus abstraites. Finalement le mot allochtone est un peu passé de mode, peut être que sa coloration trop biologique, ne correspondait pas à l'imaginaire francophone, mais la problématique est restée la même.

Voici un autre exemple : l'*autonomie* ; ici c'est la problématique qui change.

Avant

Revendiquer une autonomie, jusqu'aux années 1980, était une contestation du pouvoir : exiger ou directement adopter d'autres lois que celles auxquelles une population était censée obéir. Créer des lois et des valeurs liées à des modes de vie singuliers. Ainsi, des mouvements réclamaient une autonomie régionale (Basques, Corses, Irlandais, Flamands, Wallons...). D'autres mouvements, comme celui de l'autonomie ouvrière en Italie présentaient, parmi leurs idées centrales, le refus du pouvoir de l'État, sans attendre la révolution. D'une certaine manière, différentes minorités sexuelles, culturelles, religieuses aussi ont fabriqué une autonomie. Ce type d'autonomie était en conflit avec l'État comme entité totalisante, mais aussi avec le marché et ses processus de normalisation.

Après

Renversement complet, dans les années 2000 la politique sociale des États, comme celle des organismes internationaux et régionaux, est de rendre les gens autonomes. En Belgique, sous l'appellation d'*État social actif*, l'ensemble du secteur social sera mobilisé dans cette perspective. La justification sera précisément la nécessité de prendre en compte les impératifs du marché, produire de la compétitivité. L'objectif traverse toutes les catégories de l'intervention sociale : SDF, chômeurs, jeunes, personnes âgées, immigrés, minorités de toutes sortes. Même les prisons ont désormais comme objectif d'autonomiser les détenus (c'est écrit dans le cahier de charges pour la future prison de Haren)... L'autonomie les suit, d'étage en étage, de bureau en bureau, d'application pour smartphone en application pour smartphone, d'intervenant en intervenant et d'institution en institution. L'école, le chômage, les stages, les entreprises (notamment dans l'application des techniques de management), la santé (autonomisez-vous de toutes vos dépendances !), la culture... demandent d'une même voix et avec un rythme effréné : « êtes-vous autonome ? » Exigent : « devenez autonome ! » Ou font de la réclame : « On vous aidera à devenir autonomes ».

Avant, autonomie désigne une série de pratiques qui gênent, contestent ou résistent au pouvoir; après, autonomie devient un objectif, autant qu'un moyen central dans l'action du pouvoir.

B. Le processus

Entre cet « avant » et cet « après » il y a une histoire, elle prend probablement ses racines dans la Deuxième Guerre mondiale. Lorsqu'en Angleterre on cherche à mettre les handicapés au travail (du fait de la guerre, il y a beaucoup d'handicapés et la main d'œuvre est rare), se pose alors la question de mesurer, d'objectiver le handicap, ou plutôt le manque d'autonomie. Cette évaluation qui était relative au travail s'étendra sur toute la vie lorsque les handicapés deviennent des personnes à mobilité réduite. Elle s'est généralisée à toute la population autour de l'approche par compétences, qui va universaliser cette problématique. Peu importe où l'on se trouve, on manque toujours de compétences. On n'est pas assez autonome parce qu'on a besoin de compétences (objectivables et mesurables) qu'on ne possède pas encore.

S'autonomiser impliquait se fabriquer une législation, créer une jurisprudence, se donner un territoire (pas forcément dans le sens d'une souveraineté, mais une manière singulière d'habiter un espace), produire ses propres valeurs, donc un rapport problématique aux lois et aux normes.

Or, peu à peu on y a superposé l'adaptation comme horizon. Adaptation qui n'est plus celle de l'espèce mais celle de l'individu¹, qui n'est pas relative à un écosystème mais au marché et à la technique. Adaptation qui n'est plus le constat, a posteriori, que telle espèce est toujours présente et pas telle autre. Mais au présent : tel individu a des difficultés. Voire une prédiction ou un diagnostic : selon les prévisions de telle ou telle modélisation du marché de l'emploi cet individu aura ou non des difficultés. Et du coup une prescription : pour s'adapter il faut aujourd'hui que tel individu se plie à telle ou telle contrainte. Du coup l'autonomie, ce n'est plus un acte mais une capacité virtuelle et mesurable, un domaine propre des experts. Mais, l'autonomie c'est aussi savoir se « débrouiller », avoir un peu de bon sens...

Le marché et l'écosystème technique fonctionnent comme discriminants. Quelqu'un est vraiment autonome si, et seulement si, il arrive à produire sa propre employabilité sur le marché du travail... Mais aussi, l'autonomie d'une région est viable si, et seulement si, cette région est compétitive sur le marché... L'inversion est totale, désormais est autonome celui qui, individuellement, colle de plus près aux valeurs dominantes. Comme se rendent autonomes les régions les plus performantes économiquement.

Au-delà du fait que le concept et les pratiques changent fondamentalement leur rapport au pouvoir, il y a un changement radical du lieu de ce concept. Peu à peu l'autonomie est devenue une question relative à la

¹ Même lorsqu'on parle de l'adaptation d'une entreprise, ce qu'on prend en compte, c'est l'essence du management, la capacité de chacun individuellement à s'adapter. Au besoin on fabriquera une compétence « travailler en groupe », dont on ira mesurer le manque chez chaque travailleur.

représentation, elle se passe dans des modèles, des schémas, des algorithmes, des évaluations. C'est une chose curieuse tout de même, que l'autonomie soit évaluée extérieurement. Tout d'un coup, le savoir pertinent n'est pas celui produit par une expérience sur elle-même, mais le savoir produit par le pouvoir sur quelqu'un. Non pas l'effet réel d'une singularité, mais la représentation d'un individu dans les modèles produits par le pouvoir. Même si l'on invite des « vrais gens », c'est en tant que représentants de leur quartier, de leur condition sociale, de leur communauté... Les experts ou le bon sens, ce sont les deux faces de la même pièce, c'est toujours de la représentation, toujours « en général ». C'est peut-être ceci la récupération, le moment où la problématique est représentée.

Le moment où ce que quelqu'un sait est mis en perspective suivant ce qu'il représente. Le moment où le pouvoir impose de dire le vrai dans toutes les histoires qu'on lui raconte. Et qu'on accepte de lui dire la vérité, c'est-à-dire parler selon ses critères, rentrer dans son paysage.

Politiser une situation implique aussi, à un moment donné, ne pas participer, ne pas dialoguer, ne pas comprendre ce qu'on nous dit.